



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial

Bureau de l'environnement et de
l'utilité publique

REÇU
26 AOUT 2024
D.R.E.A.L.
U.T. de la Sarthe

Le Mans, le 23 AOUT 2024

Dossier suivi par Stéphanie BOUVET
Tél. 02 85 32 71 86
stephanie.bouvet@sarthe.gouv.fr

Le Préfet

à

DREAL/UID Anjou-Maine

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement

P.L. : Un arrêté

Je vous adresse sous ce pli, copie de mon arrêté délivré à la société FOUSSIER portant prescriptions complémentaires suite à son projet d'extension, par la construction de deux cellules supplémentaires, d'une plateforme logistique existante située ZAC du Monné - Site Monné 2 - sur la commune d'Allonnes.

Je vous prie de bien vouloir assurer l'exécution de cet arrêté en ce qui vous concerne.

Le Préfet

Pour le Préfet,
l'Adjoint au Chef de Bureau

Laurence DAVIAUD



CUID / ADJ 28/8/24		
CAR	EC	RA
RC	EOL	ASS
	I	A
CP		
INSP		
INSP		
ASS		
REG	fait	
GUN		



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Unité Inter-Départementale Anjou-Maine

Arrêté n° DCPAT 2024-0179 du 22 AOUT 2024

**Société FOUSSIER
ZAC du Monné – 72700 Allonnes**

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires
Extension de la plateforme logistique existante par la construction
de deux cellules supplémentaires
se situant ZAC du Monné – Site Monné 2 - sur le territoire
de la commune d'Allonnes**

**Le Préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 modifié relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 modifié portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'extension de la plateforme logistique existante du site Monné 2 par la construction de deux cellules supplémentaires et l'évolution des dispositions réglementaires nécessitent de revoir, de prévoir ou d'adapter les dispositions concernant :

- la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et le classement IOTA,
- les dispositions réglementaires applicables,
- la description succincte de l'établissement,
- l'implantation,
- la protection contre la foudre,
- les ressources en eau,
- les bassins de confinement et de régulation des eaux pluviales,
- les articles à abroger,
- les aménagements.

Considérant qu'aux termes de l'article L.512-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont complétées par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L.211-1 et L.511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que le projet, qui consiste à étendre la plateforme logistique existante du site Monné 2 par la construction de deux cellules supplémentaires ne relève d'aucun des trois critères de l'article R.181-46.I du code de l'environnement et ne constitue donc pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2, n'atteint pas de seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement en leur absence et n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant la demande d'examen au cas par cas déposée par le pétitionnaire auprès de l'Autorité Environnementale, le 27 avril 2021 ;

Considérant que par arrêté du Préfet de la région Pays-de-la-Loire, en date du 1^{er} juin 2021, le projet a été dispensé de la réalisation d'une étude d'impact environnemental ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, compte tenu de ce qui précède, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent nécessaires au titre des consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 qu'un avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) ;

Considérant que la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas nécessaire ;

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
1510.2.b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques 2. Autres installations que celles définies au 1, b) Le volume des entrepôts étant supérieur à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	5 cellules 396 359 m ³ dont 3 cellules existantes (D, E et F) de 244 213 m ³ , complétées par les cellules G et H (H1 et H2) portant le volume total à : 396 359 m ³ Surfaces de plancher : -D : 5 970 m ² -E : 5 948 m ² -F : 5 973 m ² -G : 5 742 m ² -H1 : 5 056 m ² -H2 : 825 m ² Stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes Stockage de chaque cellule : 8 000 t	E
1450.2	Emploi ou stockage de solides inflammables 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 50 kg mais inférieure à 1 t	Cellule H2 Quantité maximale : 0,5 t	D
2410.2	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610 2. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 250 kW	Atelier Bois en Cellule F puissance totale.: 200 kW	D
2925.1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW (1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers	Local de charge Puissance totale : 150 kW	D Bénéfice d'antériorité du 14 novembre 2018
4320.2	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t	Cellule H2 quantité maximale : 16 t	D

* E (Enregistrement), D ou DC (Déclaration – DC : Déclaration avec Contrôle périodique)

Article 4 : Autres dispositions

4.1. - Description succincte de l'établissement :

L'article 2.2. de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-361-0002 du 26 décembre 2012 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les dispositions de l'article 1.1.4. de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2010 susvisé sont supprimées et remplacées par les suivantes :

L'établissement est notamment composé des installations suivantes :

- la cellule de stockage D existante d'une surface de plancher de 5 970 m²,
- la cellule de stockage E existante d'une surface de plancher de 5 948 m²,
- la cellule de stockage F existante d'une surface de plancher de 5 973 m²,
- la cellule de stockage G nouvelle d'une surface de plancher de 5 742 m²,
- la cellule de stockage H nouvelle découpée en deux sous cellules : H1 et H2 d'une emprise respective de 5 056 m² et 825 m²,
- un bloc locaux sociaux existant,
- un local sprinklage existant,
- un local de charge existant,
- une chaufferie existante, composée d'une chaudière au gaz naturel d'une puissance de 0,62 MW,
- une chaufferie nouvelle, composée d'une chaudière au gaz naturel d'une puissance de 0,5 MW, située au rez-de-chaussée de la nouvelle cellule G,
- un local Transfo/TGBT existant. »

4.2. - Implantation :

L'article 2.3. de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-361-0002 du 26 décembre 2012 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les installations se situent au sein de la ZAC du Monné, Rue du Châtelet à Allonnes (72). Elles sont implantées sur les parcelles ZI 109 (surface de 50 155 m²) et ZI 136 (surface de 30 519 m²).

Cet ensemble présente une surface globale d'environ 80 674 m².

Le projet d'extension implique la création d'environ 13 067 m² de surface de plancher venant se cumuler aux 18 437 m² de surface de plancher existante, soit un total de 31 504 m². »

4.3. - Protection contre la foudre :

Les dispositions de l'article 7.2.6. de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2010 susvisé sont supprimées et remplacées par les suivantes :

« Les installations sont équipées d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section IIJ de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. »

4.4. - Détection incendie :

Les dispositions de l'article 8.5.1. de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2010 susvisé sont complétées par la prescription suivante :

« En particulier, la détection et le système d'extinction automatiques d'incendie de la sous-cellule H2 sont adaptés aux solides inflammables et aux aérosols extrêmement inflammables, ainsi qu'à l'ensemble des autres matières susceptibles d'y être stockés. »

4.6. - Modalités de stockage :

Les dispositions de l'article 8.4.4.1. de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2010 susvisé sont supprimées et remplacées par les suivantes :

« Le stockage sera organisé en racks dans les 6 cellules, dans les conditions suivantes :

- Cellule D : Racks classiques, hauteur maxi de stockage 9 m,
- Cellule E : Racks classiques, hauteur maxi de stockage 9 m,
- Cellule F : Racks classiques, hauteur maxi de stockage 9 m,
- Cellule G : Racks classiques, hauteur maxi de stockage 10,5 m,
- Cellules H : Racks classiques, hauteur maxi de stockage 10,5 m. »

4.7. - Articles abrogés :

L'article 8.4.4.2. de l'arrêté préfectoral n° 10-2531 du 13 avril 2010 susvisé est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

4.8. - Bassins de confinement et de régulation des eaux pluviales :

L'article 2.5. de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-361-0002 du 26 décembre 2012 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les dispositions de l'article 7.5.5. (Protection des milieux récepteurs – bassin de confinement et bassin d'orage) de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2010 susvisé sont supprimées et remplacées par les suivantes :

Les installations sont équipées de bassins et ouvrages de confinement pouvant recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Les dispositions sont prises (adaptation et dimensionnement des réseaux, topographie ...) pour que l'ensemble des eaux soient dirigées vers ces bassins. Ceux-ci présentent une capacité minimale de 1 712 m³.

Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification des caractéristiques dimensionnelles des ouvrages.

Ils sont en tous points conformes au point 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ».

L'exploitant dispose également de capacités de tamponnement des eaux pluviales.

Pour le secteur existant, le rejet au réseau public d'eaux pluviales est assuré par une pompe de relevage assurant une régulation à 15 l/s. Le volume de tamponnement devant être assuré pour cette zone est de 1 600 m³. Les eaux pluviales de toitures et de voiries de l'existant sont collectées de manière séparative jusqu'au bassin d'orage/confinement. Des séparateurs hydrocarbures assurent le traitement des eaux pluviales de voiries de cette zone.

Les eaux pluviales de toitures et de voiries de l'extension sont collectées de manière séparative. Les eaux pluviales de toitures sont dirigées vers un bassin étanche avec régulation du débit de rejet au réseau public à 1,75 l/s/ha, soit 5,25 l/s. Les eaux pluviales de voiries des quais pour leur part transitent par un séparateur hydrocarbure avant rejet au réseau public eaux pluviales de manière directe. Les eaux pluviales voiries parkings VL sont dirigées vers des noues linéaires peu profondes à fond plat et rejetées directement au réseau public eaux pluviales. Les eaux pluviales de toitures de l'extension sont tamponnées à l'aide d'un bassin d'orage étanche de 690 m³ avec rejet régulé à 5,25 l/s par le biais d'une pompe de relevage pour les eaux pluviales de toitures de l'extension.

Les portes donnant sur l'extérieur, ne seront pas EI120 : la porte piétonne (de 0,9 x 2,1 m) et la porte sectionnelle (de 4 x 4,5 m) sont destinées à assurer les amenées d'air frais pour le désenfumage. Elles ne présentent pas de caractère EI120 pour assurer cette fonction.

Article 5 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Allonnes et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'Allonnes, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Sarthe (www.sarthe.gouv.fr), pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Sarthe, le Maire d'Allonnes, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, l'Inspecteur de l'Environnement - spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet



Emmanuel AUBRY

